Finances de l'armée

Le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé que le budget de l'armée devrait atteindre 9 milliards de CHF d'ici 2035, soit 1% du PIB national. Ces 9 milliards de CHF ne tiennent même pas compte des coûts économiques externalisés. Pour ne citer qu'un exemple de ces coûts externalisés, le salaire des soldats est pris en charge par l'allocation pour perte de gain (APG). Cette augmentation intervient alors que l'armée suisse est déjà l'une des plus chères d'Europe en termes de coûts par habitant et qu'elle présente depuis le début de l'année un sureffectif illégal de 11'000 militaires. Ce qui est encore plus audacieux, c'est que personne ne sait vraiment à quoi va servir cet argent. Pendant ce temps, les fonds alloués aux rentes de veuves ou à la rente AI sont réduits. La (re)militarisation en Suisse progresse donc à grands pas en ce qui concerne les coûts de l'armée et ce avec bien trop peu d'opposition.

Pourquoi ce projet?
La situation de départ susmentionnée a pour conséquence la hausse de la colère vis-à-vis de l'armée dans de nombreux milieux. Il n'est pas acceptable que l'on fasse des économies dans tous les coins et que l'armée reçoive un chèque en blanc. Car si l'on réfléchit un peu plus loin, on se rend vite compte que ces milliards supplémentaires n'apportent aucune sécurité supplémentaire, ni pour la Suisse, ni pour le monde. Malgré la campagne d'indignation du GSsA, la critique reste encore bien trop silencieuse. Une initiative populaire correspondante serait ici bienvenue. Cela permettrait de parler aux gens de ces coûts scandaleusement élevés alloués à l'armée et de mieux "commercialiser" cette critique fondamentale dans les médias. Bien que la fin de la guerre en Ukraine ne soit pas une condition pour une campagne réussie, on peut constater que l'éventuelle votation sur une initiative concernant les finances de l'armée pourrait intervenir à un moment où la guerre de Poutine et d'autres tensions auront disparu. Et les chances que cette initiative rencontre l'approbation de la partie la plus conservatrice de l'électorat augmentent alors sensiblement.

Pourquoi le GSsA devrait-il s'occuper de ce projet?
La critique de l'armée fait partie du nom et de l'ADN du GSsA. Il est clair que la plus grande résistance politique contre l'armée doit venir du GSsA. Nous avons pour ainsi dire le monopole dans ce domaine et nous ne devrions et ne devons pas le céder. De plus, nous sommes les seuls à ne pas avoir peur de nous engager dans un tel projet, même en ces temps difficiles. C'est ce qui caractérise le GSsA.
Un autre point à ne pas sous-estimer : le projet pourrait avoir un effet unificateur pour le GSsA lui-même. Alors que dans la situation actuelle autour de la guerre en Ukraine, il y a des appréciations différentes sur certaines questions, le GSsA est unanime sur le fait que l'armée est en soi superflue. Cela peut aider à se présenter de manière unie, à susciter une nouvelle motivation et une nouvelle cohésion au sein du GSsA et, en fin de compte, à récolter des signatures de manière plus fluide.

Quel est l'objectif?
La militarisation/le réarmement au sein de la Suisse et l'augmentation flagrante du budget de l'armée ne doivent pas rester sans réponse. Nous pouvons ainsi ramener le discours actuel dans notre direction et montrer clairement qu'il est toujours possible de critiquer l'armée sur le fond. Et finalement, il s'agit de réellement prendre des mesures pour freiner la militarisation de la Suisse. Cela reste la tâche principale de notre organisation.

Quelles sont les revendications concrètes ?
Les revendications peuvent prendre différentes formes. Cela doit être discuté et décidé dans les ReGru's - après une éventuelle décision réussie lors de l'AG.
Les revendications possibles :

- Frein aux dépenses de l'armée
- Plafond des coûts de l'armée
- Réduction des coûts de l'armée avec un plan de réduction des coûts défini dans le temps

- Introduction d'un référendum sur l'armement